

## FINANCER UN MONDE DIGNE DES ENFANTS

*[Ce document, ainsi que d'autres informations concernant la Session extraordinaire consacrée aux enfants, est disponible sur le site officiel:*

*<http://www.unicef.org/specialsession/french/> ]*

Les promesses ambitieuses de la communauté mondiale doivent être assorties des fonds nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par la Session extraordinaire. La Session, dans la lignée des Objectifs de développement pour le Millénaire, des Stratégies de réduction de la pauvreté et de la Conférence internationale sur le financement du développement, a préconisé une augmentation de l'aide publique au développement en faveur des enfants, qui sont les principales victimes de la pauvreté dans le monde. Le consensus suivant lequel les enfants sont le meilleur investissement en faveur du développement humain durable doit être clairement communiqué à la prochaine Conférence mondiale sur le développement durable qui se tiendra à Johannesburg, Afrique du Sud, du 26 août au 4 septembre 2002.

La question des ressources a été soulevée dans presque tous les débats, ateliers et groupes de discussion organisés pendant la Session extraordinaire. Lors d'un petit déjeuner de travail Gordon Brown, chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni, a demandé qu'un nouvel accord de développement soit conclu pour garantir le financement des programmes en faveur des enfants des pays en développement engagés dans la voie de la bonne gouvernance, de la réduction de la pauvreté et du développement économique. Lors d'une importante activité parallèle, « Financer un monde digne des enfants », un groupe de hauts responsables nationaux et internationaux ont exposé leurs points de vue et échangé leurs expériences en engageant un débat sérieux, sincère et bien informé sur les mesures à prendre, les stratégies à adopter et les obstacles s'opposant aux progrès.

### ◆ UNE NOUVELLE DONNE POUR LES ENFANTS

Selon le chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni Gordon Brown, « une nouvelle donne » devait être proposée aux enfants pour briser le cercle vicieux de la pauvreté, des privations et du désespoir. De nouvelles mesures devaient être prises pour financer les programmes en faveur des jeunes dans les pays en développement qui avaient adopté des mesures anti-corruption, libéralisé leur commerce et créé un climat propice aux investissements. En échange, M. Brown a demandé aux pays industrialisés de se préparer à ouvrir leurs marchés aux produits des pays en développement, à l'exception des armes, et d'augmenter le montant de l'aide, considérant que 50 milliards de dollars seront nécessaires chaque année pour atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire. Parmi ces objectifs, il en a cité trois qu'il considère

prioritaires : l'alimentation de tous les enfants ; l'éducation primaire universelle ; et des soins de santé de qualité pour tous.

Il a observé qu'il fallait enclencher « un cercle vertueux d'allègement de la dette, de réduction de la pauvreté et de développement durable ». Il a établi un lien entre la libéralisation du commerce dans tous les pays – riches et pauvres – et l'élimination de la faim. Il a spécifiquement demandé aux donateurs d'augmenter le montant de l'aide à l'éducation octroyée aux pays les plus pauvres, qui représente actuellement moins de 5 pour cent de l'aide publique au développement. Il a annoncé que le Royaume-Uni, outre qu'il contribue au Fonds mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, a créé de nouvelles incitations fiscales pour accélérer la recherche sur ces maladies mortelles. M. Brown a demandé aux sociétés du secteur pharmaceutique de prendre un engagement équivalent en fabricant des médicaments et des vaccins abordables pour les pauvres.

Il a affirmé que l'efficacité de l'aide augmenterait de 50 pour cent si les donateurs collaboraient entre eux. L'aide doit être dissociée de l'attribution des marchés, les budgets doivent être centralisés et surveillés pour atteindre des économies d'échelle, et l'aide ne doit plus être conditionnée, tout en étant mieux ciblée. Il a annoncé que le gouvernement du Royaume-Uni allait augmenter de manière substantielle le montant de l'aide au développement, accroître sa part de revenu national, éliminer les conditions assorties à l'aide et se préparer à remanier ses politiques, à ajuster ses dépenses et à redéfinir ses priorités « de telle sorte que les initiatives prises par chacun de nous rendent possible la réalisation d'objectifs fixés par tous ».

« Si nous pouvons tirer des griffes de la pauvreté et du désespoir non pas un enfant, mais des millions d'enfants, puis tous les enfants, nous aurons remporté une victoire triomphale au nom de la justice sociale dans le monde », a déclaré M. Brown. « Le véritable test de la mondialisation sera de voir si elle bénéficie aux enfants ».

#### ◆ UN CHEMIN LONG ET DIFFICILE

Les participants au débat sur le financement d'un monde digne des enfants ont reconnu que les services sociaux, et notamment l'éducation, devaient bénéficier en priorité des fonds alloués au développement. Mais, selon Mark Malloch Brown, Administrateur du PNUD, les mesures prises pour atteindre l'objectif anticipé de 20/20 (20 pour cent des budgets nationaux et 20 pour cent de l'aide publique au développement affectés aux services sociaux de base) ont été lentes et ce chiffre se rapproche davantage de 12/12.

« Les enfants sont gentils, mais ce n'est pas eux qui vont équilibrer le budget », a déclaré le ministre zambien des Affaires étrangères Katele Kalumba, illustrant une attitude trop souvent répandue parmi les responsables de gouvernement. Il a signalé les nombreuses difficultés de la réforme budgétaire, y compris la résistance au changement et les attentes irréalistes du public. Les changements institutionnels exigent beaucoup de travail, d'énergie et de temps, a-t-il conclu. Pour les mettre en place, nous devons utiliser des ressources qui sont déjà taxées au maximum.

Bien qu'un accès amélioré à une éducation de qualité entraîne souvent des coûts de fonctionnement élevés, a expliqué Brown, « il n'y a pas de meilleure façon de dépenser l'aide publique au développement et les budgets nationaux ». En Zambie, une réforme majeure du

secteur de la santé a provoqué une hausse des dépenses par habitant de 3 à 12 dollars par an. Et si le gouvernement a pu éviter d'augmenter les impôts, c'est uniquement grâce à l'aide extérieure et aux partenariats forgés avec la communauté internationale.

Les dirigeants du secteur social ne sont pas toujours aptes à solliciter de l'aide. Certains se résignent trop souvent à moduler leur demande en fonction de ce qu'ils pensent pouvoir obtenir, plutôt qu'en fonction de ce qui serait nécessaire. D'autres n'ont pas appris à parler la langue des chiffres et de la rentabilité – ce qui est impératif pour obtenir le consentement de presque tous les preneurs de décisions dans le secteur financier.

#### ◆ **REFORMER LES REFORMES**

Une analyse préliminaire à la réforme de l'éducation au Brésil, selon le ministre de l'Éducation, Paulo Renato Souza, a révélé que les ressources n'étaient pas affectées à l'éducation de base et que les responsabilités étaient mal attribuées en matière d'allocations de fonds. En effet, les États encaissaient l'argent mais c'était aux municipalités d'en rendre compte. La Constitution a été modifiée pour que la proportion des ressources budgétaires soit fixée à chaque échelon du gouvernement. Plus le nombre d'enfants scolarisés augmentait, plus les administrations locales recevaient de ressources supplémentaires.

Pour M. Souza, le succès de la réforme de l'éducation au Brésil était dû à une vision alliée à des mesures concrètes. L'innovation, les engagements et le pragmatisme du gouvernement ont permis de mettre en œuvre des moyens entièrement nouveaux pour faire passer le taux de fréquentation dans le primaire de 87 à 97 pour cent. Dans le cadre de l'Éducation pour tous, le Brésil a supprimé les droits d'inscription et autres frais de scolarité, et en 2000, a lancé un programme de bourses destiné aux mères qui envoyaient leurs enfants à l'école. Pour financer cette réforme, le gouvernement a éliminé certains frais d'utilisation et a prélevé un impôt « Tobin » de 0,08 pour cent sur tous les citoyens ayant un compte en banque. Cette approche à la Robin des bois a généré 700 millions de dollars par an et a permis de rendre l'accès à une éducation de qualité plus équitable. Le gouvernement a aussi adopté une législation qui donnait aux communautés la possibilité d'affecter des ressources aux services sociaux de base au niveau local.

#### ◆ **RESPONSABILITE DES GOUVERNEMENTS ET HABILITATION DES BENEFICIAIRES**

S'inspirant de l'exemple du Brésil, les participants ont reconnu que les gouvernements devaient être tenus responsables et que les bénéficiaires devaient croire à ce processus et y participer. Ils ont souligné qu'il fallait surveiller les Objectifs de développement pour le Millénaire et élaborer des indicateurs efficaces pour mesurer le taux d'achèvement des études et d'inscription à l'école. La réforme sociale n'est souvent possible que lorsque des indicateurs de référence ont été mis en place et font l'objet d'une surveillance. Les informations et les indicateurs doivent être utilisés tout autant par les bénéficiaires et les intervenants que par les statisticiens.

Les participants ont établi que les Stratégies de réduction de la pauvreté et les Objectifs de développement pour le Millénaire transformeront ce qu'on appelle les « marchés politiques de prestations » en « marchés politiques de performance ». Les intervenants et les bénéficiaires surveilleront les budgets et les dépenses. Les électeurs peuvent exercer des pressions politiques.

L'information et les indicateurs peuvent être utilisés pour créer une dynamique derrière les investissements, qui à son tour alimentera le débat et la demande.

Les participants ont affirmé qu'il **est** possible de garantir une hausse et une meilleure utilisation de l'aide publique au développement. Mais il faudra pour cela renoncer à la stratégie non coordonnée du « cirque des donateurs », selon Hilde Johnson, ministre norvégienne de la Coopération pour le développement international, ce qui taxera au maximum les administrations locales et leurs capacités financières. Elle a proposé la création d'un organe de surveillance chargé de contrôler le flux de l'aide publique au développement à la lumière des progrès accomplis pour atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire, et la formation d'une nouvelle alliance de donateurs appelée « Groupe du G0,7 » (un jeu de mots sur le G7) regroupant les pays ayant atteint la cible fixée par l'OCDE de 0,7 pour cent du produit national brut consacré à l'aide publique au développement.